

BÊTES ET MÉCHANT(E)S

Chroniques des Années folles 2020-2024



Marylène Hache

Marylène Hache

Bêtes et Méchant(e)s

Chroniques des Années folles 2020-2024

© Marylène Hache, 2025

ISBN numérique : 979-10-405-8524-4

Couverture : réalisée par Amélie, 16 ans, fille de l'auteure

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*Pour ma tante Jacqueline et son ami Jean,
victimes collatérales de la politique sanitaire.*

« On est gouvernés par des lascars qui fixent le prix de la betterave
et qui ne sauraient pas faire pousser des radis. »

Michel AUDIARD

« On rabâche que la France est le pays où l'on consomme le plus
d'antidépresseurs : et si c'était par conscience de la folie environnante, et refus
d'y verser à son tour ? »

Bruno LAFOURCADE, *Les Mauvais Fils*

Avant-propos

— Ubu roi —

Les Années folles que j'évoque dans ces chroniques ne sont pas les années 1920, années de griserie et d'exubérance qui ont suivi la Première Guerre mondiale, où l'on dansait le charleston, où Joséphine Baker faisait un tabac aux Folies Bergères avec sa jupe-bananes, où Maurice Chevalier chantait « Dans la vie, faut pas s'en faire », où le mouvement dada chamboulait les formes artistiques.

Ce ne sont pas non plus les années 1980, années déjantées de ma jeunesse où le second degré régnait en maître, où l'on baignait jusqu'au cou dans la déconade avec les sketches des Nuls et des Inconnus, les films de la bande du Splendid et les pubs d'Étienne Chatiliez. Époque révolue, où les humoristes et les pamphlétaires n'avaient pas de limites : Thierry Le Luron tirait à boulets rouges sur Fabius dans ses spectacles, Jean-Edern Hallier clouait au pilori Mitterrand dans ses livres et les Guignols de l'info se payaient la tête de Chirac tous les soirs à la télé. À côté d'eux, Cyril Hanouna, l'animateur iconoclaste de C8 viré avec toute sa chaîne par l'Arcom en février 2025, fait figure d'enfant de chœur.

Non, mes chroniques concernent les années 2020-2024, Années folles au sens psychiatrique du terme, marquées par les délires de la politique sanitaire et écologiste, pendant lesquelles nos dirigeants semblent avoir définitivement perdu la raison : durant cette période, le président de la République Emmanuel Macron a déclaré la guerre à un virus ; le Premier ministre Édouard Philippe a inventé les autorisations de sortie auto-signées, fait scotcher les rayons de livres dans les supermarchés et mis en place « les plages dynamiques » pendant le déconfinement ; Jean Castex, son successeur au même poste, a créé le concept des stations de ski ouvertes avec des remontées mécaniques fermées et imposé le masque à des gosses même quand ils se promenaient en forêt. Fin 2021, il a mérité la palme de la dinguerie en annonçant qu'il serait désormais interdit de prendre un café debout au comptoir dans un bar mais qu'on pourrait par contre toujours en prendre un assis à une table ; et qu'on n'aurait plus le droit de manger ou boire dans les cinémas ni dans les trains (enfin si, mais seulement

« pour répondre à un besoin physiologique urgent et très rapidement », précisa le ministre délégué aux Transports Jean-Baptiste Djebbari).

L'écologie n'est pas en reste : s'agissant de non-sens et d'incohérence, elle bat tous les records. Ainsi, en septembre 2020, le maire écologiste de Bordeaux a supprimé le sapin de Noël au motif qu'il ne voulait pas installer « un arbre mort » sur la place Pey-Berland, mais pas très loin de là, dans les Landes et en Gironde, on détruit des forêts de pins pour installer des « fermes » photovoltaïques géantes ; pour produire de « l'énergie verte », la ministre de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher, accessoirement chargée de protéger la biodiversité, a prévu d'implanter cinquante « parcs » éoliens en mer le long de nos côtes – dont un en face de chez moi, au large de Belle-Île-en-Mer et de l'île de Groix – qui vont bousiller les paysages, les fonds marins et massacrer les oiseaux. Enfin, monument de débilité, le Pacte vert européen, dans son programme « De la ferme à l'assiette », promeut les circuits courts mais cela n'empêche pas Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, d'aller négocier fin 2024 l'accord du Mercosur qui autoriserait l'importation massive de poulets brésiliens. Début 2024, nos agriculteurs ont retourné les panneaux d'entrée et de sortie de leurs villages : façon de dire aux élites bruxelloises qu'elles « marchent sur la tête ».

On pourrait décider d'en rire, et faire comme Philippe Muray qui, déjà, au début des années 1990, se moquait sans retenue de la « démence généralisée » de l'Empire du Bien. Sauf que ces décisions insensées, prises au nom de la santé ou de la planète, ont des conséquences dramatiques. J'en donne quelques exemples dans ces chroniques : ma tante morte à Paris pendant le deuxième confinement, pas à cause du Covid, mais faute de soins ; ma fille Amélie¹, âgée de 15 ans en 2020, privée de relations sociales pendant des mois puis de ses activités sportives et culturelles en 2021 parce que non vaccinée ; un ami qui travaillait à l'hôpital mis de côté pour la même raison. Ces situations n'ont rien d'anecdotique, ce ne sont pas des cas isolés. Pendant cette période, des personnes âgées sont mortes abandonnées dans les Ehpad ; les services de pédopsychiatrie ont été envahis par des enfants et des adolescents en détresse ; des petits commerçants, artisans, entrepreneurs ont mis la clé sous la porte ; des soignants non vaccinés ont été mis dehors. Idem pour la politique écologiste qui crée tout autant de dégâts : soumis à une pléthore de normes et de contrôles, acculés à la ruine, des agriculteurs se suicident ; à cause de l'interdiction des moteurs thermiques décrétée sans aucune étude d'impact d'ici 2035, l'industrie

automobile se casse la figure, des dizaines de milliers d'employés se retrouvent au chômage ; depuis le 1^{er} janvier 2025, douze millions de véhicules, soit 22 à 26 millions de Français (pour la plupart travailleurs pauvres, étudiants ou personnes âgées) n'ont plus le droit d'entrer dans les grandes villes, en vertu d'une série de directives européennes et de lois françaises qui interdisent aux propriétaires de voitures classées Crit'air 3 et plus de circuler dans les agglomérations labellisées ZFE (Zones de faibles émissions). « Zones de forte exclusion », comme les appelle plus justement l'écrivain Alexandre Jardin. En mai 2025, les députés ont finalement voté la suppression de ce dispositif, mais les Français n'en peuvent plus de toutes ces lois absurdes : 1 sur 5 souffre de troubles psychiques, sept millions prennent des anti-dépresseurs. Signe des temps, c'est la « santé mentale » qui a été choisie comme Grande Cause nationale pour l'année 2025.

Je me suis décidée à écrire ces chroniques le 11 novembre 2021. Quelle mouche m'a piquée, et pourquoi ce jour-là ? Mes souvenirs sont confus, je me rappelle seulement être rentrée très énervée de la cérémonie commémorant l'Armistice de la guerre 1914-1918 à laquelle j'avais assisté place Glotin à Lorient : énervée parce que « la guerre contre le Covid² » durait depuis plus d'un an et demi et qu'on n'en voyait pas la fin ; énervée surtout par le mot « guerre » utilisé par Emmanuel Macron qui avait de quoi choquer en ce 11 novembre quand on pensait aux millions de jeunes soldats morts cent ans plus tôt pendant la Grande Guerre. Exaspération, saturation, voilà les deux moteurs qui m'ont poussée à écrire au départ.

D'autres raisons sont apparues par la suite : écrire pour l'Histoire, pour qu'on n'oublie pas ces années à part qui ont accouché d'un monstre, « l'état d'urgence », sanitaire ou climatique, régime d'exception à durée indéterminée au nom duquel l'État peut s'immiscer sans limites dans nos vies privées et remettre en cause nos libertés fondamentales ; le besoin de remettre les choses à l'endroit, pour ne pas devenir chèvre, car le propre de cette période, c'est que le gouvernement et les médias ont cherché à faire passer les personnes de bon sens pour des cinglés ou des crétins ; l'envie de défendre la province, systématiquement négligée par des politiques qui s'activent en priorité pour le confort et le bien-être des habitants des grandes villes ; enfin l'envie de rendre hommage au peuple des « premières lignes » qui a fait tourner le pays en 2020 et qui, par son travail quotidien, le tient à bout de bras encore aujourd'hui. Peuple malmené, accablé, pressuré ; et surtout méprisé par des élites convaincues

qu'elles seules détiennent la science, l'intelligence, la vérité et qui ne supportent pas que ce peuple buté s'oppose à l'avènement du meilleur des mondes en disant non à presque toutes leurs lubies : non au référendum de 2005 sur la nouvelle constitution européenne, non aux taxes sur les carburants en 2013 et 2018 (Bonnets rouges et Gilets jaunes), non à la réforme des retraites en 2023. Et qui a osé voter pour les candidats extrêmes aux élections européennes et législatives de 2024. Conséquence : Léviathan³ se sent menacé, contesté dans sa légitimité, et cela le rend méchant : pour faire rentrer les « têtes de mule » dans le rang, il ne lui reste plus que l'agitation des peurs, les confinements, les couvre-feux, la police de la pensée, la cuisine électorale et l'appui des juges.

Mais ma plus forte motivation, je pense, celle qui m'a poussée à continuer alors que j'ai eu plus d'une fois été tentée de laisser tomber, c'est le besoin de témoigner de ce que mes proches ont vécu, en particulier ma fille, et, au-delà, de défendre la cause des enfants. Pauvres enfants, traités en ennemis, masqués et mis à distance pendant la crise sanitaire et à présent cible des écolos qui les accusent d'être des « usines à carbone ». Cette hostilité marque une rupture anthropologique majeure : si les enfants, qui représentent l'avenir, ne sont plus respectés ni aimés, où va-t-on ?

Psychose

— « Celui qui contrôle ta peur devient ton maître »⁴

2020 : le grand retour de la peur

La peur : c'est par elle que tout a commencé.

La peur, la vraie, la plus terrible, celle de la maladie, celle de mourir, on avait presque oublié ce que c'était, en ce début du XXI^e siècle. Grâce aux progrès de la médecine, à l'amélioration des conditions de vie (alimentation, hygiène, confort) et à une période de soixante-dix ans de paix quasi ininterrompue, elle avait fini par sortir de nos existences. Sauf accident de parcours, en France, en 2020, on peut vivre à l'aise jusqu'à 80 ans et la mort, cette « grande faucheuse » qui, un siècle plus tôt, emportait chaque jour des enfants en bas âge, des femmes en couches et des hommes jeunes est devenue à notre époque une issue lointaine, reléguée au tréfonds de nos consciences. On est bien loin de l'état d'esprit de l'homme de la fin du Moyen Âge décrit par Philippe Ariès en 1975 dans son *Essai sur l'Histoire de la mort en Occident du Moyen Âge à nos jours*, un homme « qui avait une conscience très aiguë qu'il était un mort en sursis, que le sursis était court, que la mort, toujours présente à l'intérieur de lui-même brisait ses ambitions, empoisonnait ses plaisirs. » Au XXI^e siècle, c'est au contraire l'immortalité qui est en vogue, des transhumanistes outre-Atlantique croient fermement qu'il sera bientôt possible de « vaincre la mort ».

Moi-même qui vous parle, du haut de mes 51 ans, je n'ai jamais ressenti la peur de mourir. J'ai beau fouiller dans ma mémoire, je ne me souviens pas d'un évènement ou de circonstances qui auraient soudain fait surgir cette angoisse. Dans les années 1980, il y eut le sida, mais le mode de contamination était connu et il était quand-même assez facile de s'en protéger ; il y eut ensuite l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986, puis la guerre de Bosnie entre 1992 et 1995, mais c'étaient des tragédies qui se déroulaient à des milliers de kilomètres de distance et qui ne menaçaient pas directement nos vies ; en 2009, la grippe H1N1 me donna quelques sueurs froides, mais pas longtemps, car elle